Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

No. Rôle: TAL-2024-09095
No. 2025TALREFO/00185
du 21 mars 2025

Audience publique extraordinaire des référés du vendredi, 21 mars 2025, tenue par Nous Philippe WADLÉ, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant comme juge des référés, en remplacement de la Présidente du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, assisté de la greffière assumée Lainy PEDROSO HASANOVIC.

DANS LA CAUSE

ENTRE

la société à responsabilité limitée SOCIETE1.), établie et ayant son siège social à ADRESSE1.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son gérant actuellement en fonctions,

partie demanderesse originaire

partie défenderesse sur contredit comparant par son gérant PERSONNE1.),

ET

PERSONNE2.), demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse originaire

partie demanderesse par contredit comparant par Maître Marc MODERT, avocat, demeurant à Luxembourg.

F A I T S :

Suite au contredit formé le 8 novembre 2024 par PERSONNE2.), contre l'ordonnance conditionnelle de paiement numéro 2024TALORDP/00639, délivrée le 14 octobre 2024 et lui notifiée en date du 16 octobre 2024, les parties furent convoquées à l'audience publique des référés ordinaires du lundi matin, 2 décembre 2024.

Après deux remises, l'affaire fut utilement retenue à l'audience du lundi matin, 10 mars 2025, lors de laquelle PERSONNE1.) et Maître Marc MODERT furent entendus en leurs moyens et explications.

Sur ce le juge prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique extraordinaire des référés de ce jour l'

O R D O N N A N C E

qui suit:

Par requête du 9 octobre 2024, déposée le 11 octobre 2024 au greffe du tribunal, la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) (ci-après « **la société SOCIETE1.)** ») a requis la délivrance d'une ordonnance conditionnelle de paiement à l'égard de PERSONNE2.) pour un montant de 17.550,- euros, augmenté des intérêts légaux ainsi que d'un montant de 84,24.- euros à titre d'indemnité de procédure sur le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Suivant ordonnance conditionnelle de paiement n° 2024TALORDP/00639, délivrée le 14 octobre 2024 et notifiée en date du 16 octobre 2024 à PERSONNE2.), il a été fait droit à la susdite requête et, partant, enjoint à ce dernier de payer à la société SOCIETE1.) la somme de 17.550,- euros avec les intérêts légaux à partir du jour de la notification de l'ordonnance jusqu'à solde, ainsi qu'une indemnité de procédure de 84,24.- euros.

Par lettre du 8 novembre 2024, déposé le même jour au greffe du tribunal, PERSONNE2.) a formé contredit contre cette ordonnance conditionnelle de paiement.

Il échet de rappeler que la requête initiale est basée sur l'article 919 du Nouveau Code de procédure civile, qui dispose que le juge peut accorder une provision au créancier dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. Cette disposition rejoint celle qui figure à l'article 933, alinéa 2 du même code.

Dans le cadre d'un débat contradictoire, tel le cas en l'espèce en matière de contredit à ordonnance conditionnelle de paiement, le juge des référés apprécie si les contestations produites par le défendeur sont sérieuses ou non.

La contestation sérieuse faisant obstacle à l'allocation d'une provision par le juge des référés est celle que le juge ne peut, sans hésitation, rejeter en quelques mots. Tel est le

cas si un moyen de défense opposé à la prétention du demandeur n'est pas manifestement vain et qu'il existe une incertitude, si faible soit-elle, sur le sens dans lequel trancherait le juge du fond (*Cour d'appel, 20 janvier 1986, Pas. 26, p. 368*).

A l'audience du 10 mars 2025, la société SOCIETE1.) a conclu au rejet du contredit et a demandé que PERSONNE2.) soit en conséquence condamné à lui payer les montants tels que retenus dans l'ordonnance conditionnelle de paiement.

Elle poursuit le recouvrement d'une facture n° NUMERO2.) émise le 31 décembre 2021 et portant sur un montant total de 17.550,- euros TTC (TVA 17%), réclamé à titre d'acompte (« *Anzahlung 2* ») pour des travaux de rénovation (« *Renovierungsarbeiten* ») qu'elle déclare avoir effectués pour compte de PERSONNE2.).

Ce dernier s'oppose au paiement de la somme réclamée au motif que la pièce versée par la société SOCIETE1.) ne constitue pas une facture, mais tout au plus une offre (« *Angebot* ») en vue d'une modification du contrat initialement conclu entre parties, offre qui n'aurait cependant jamais été acceptée. Il conteste avoir reçu cette offre avant la présente instance et fait en outre valoir que les travaux y décrits n'ont pas été exécutés, tout en précisant que l'ouvrage projeté n'a pas pu être réalisé, faute d'obtention d'une autorisation de construire par l'administration communale.

Eu égard aux principes ci-dessus énoncés, il est à retenir que l'appréciation des moyens de défense soulevés par PERSONNE2.) échappe aux pouvoirs d'appréciation sommaire du juge des référés.

En effet, l'analyse des développements de PERSONNE2.), et notamment la question de la qualification juridique du document produit par la société SOCIETE1.) et des effets y attachés, ainsi que la question de l'exécution des travaux dont paiement est réclamé, suppose un examen plus approfondi des éléments de fait et de droit gisant à la base du litige opposant les parties, examen qui relève toutefois de la seule compétence des juges du fond.

Il suit de ce qui précède que PERSONNE2.) justifie de contestations sérieuses faisant échec à la demande en obtention d'une provision, de sorte que son contredit est à déclarer fondé.

P A R C E S M O T I F S

Nous Philippe WADLÉ, premier juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant comme juge des référés, en remplacement du Président du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, statuant contradictoirement,

recevons le contredit en la forme ;

au principal renvoyons les parties à se pourvoir devant qui de droit, mais dès à présent et par provision,

déclarons le contredit fondé ;

partant,

disons que l'ordonnance conditionnelle de paiement n° 2024TALORDP/00639 du 14 octobre 2024 est à considérer comme non avenue ;

ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant toute voie de recours et sans caution ;

laissons les frais de l'instance à charge de la société à responsabilité limitée SOCIETE1.)